



Conférence de presse organisée à l'occasion de la Journée de l'Enfant Africain 2025, sur le thème : « **Planification et budgétisation des droits de l'enfant : progrès depuis 2010** »

Bujumbura, le 16 juin 2025

EDUCATIONOUTLOUD
advocacy & social accountability

GPE
Transforming
Education



OXFAM DENMARK



Juin, 2025

TABLE DES MATIERES

1. Introduction	1
2. Objectif général	1
3. Objectifs spécifiques	1
4. Résultats attendus.....	2
5. Méthodologie utilisée dans la conférence de presse.....	2
6. Déroulement de la conférence de presse.....	3
7. Questions posées par les journalistes et leurs réponses	5
8. Conclusion	6
9. Recommandations	7
9.1. Pour les décideurs politiques	7
9.2. Pour la Coalition Éducation pour Tous Bafashebige.....	8
9.3. Pour les responsables locaux	8
9.4. Pour les médias burundais	8
9.5. Pour les journalistes présents dans la conférence de presse	8
9.7. Pour les organisations de la société civile	8

1. Introduction

Dans le cadre du projet « NDINKABANDI III », soutenu par « Education Out Loud (EOL) » et financé par le Programme Mondial pour l'Éducation, une conférence de presse portant sur le thème : « Planification et budgétisation des droits de l'enfant : progrès depuis 2010 » a été organisée, le 16 juin 2025, au siège de la Coalition Éducation pour Tous Bafashebigé. Étaient présents le représentant du Ministère de la Solidarité Nationale, des Affaires Sociales, des Droits de la Personne Humaine et du Genre, ainsi que des journalistes, des membres du Comité Exécutif et du personnel de ladite coalition.

Cette rencontre s'inscrivait dans la démarche de la Coalition Éducation pour Tous Bafashebigé, visant à porter un plaidoyer vigoureux en faveur d'un financement éducatif équitable, structuré selon une approche sensible aux enjeux de genre au sein du système éducatif burundais. Lors de cette allocution, la Vice-Présidente de la coalition, Nathalie Mpfanuguhora, a délivré un message explicite : l'atteinte de l'inclusion véritable ne saurait se réaliser sans des engagements budgétaires proportionnés et à la hauteur des défis auxquels fait face le secteur éducatif.

2. Objectif général

Promouvoir une éducation inclusive et équitable, sensible au genre, à travers une campagne médiatique nationale à l'occasion de la Journée de l'Enfant Africain 2025.

3. Objectifs spécifiques

- Sensibiliser le public, les médias et les décideurs sur les inégalités d'accès à l'éducation des filles et des enfants en situation de handicap.
- Plaider pour une planification et une budgétisation éducative inclusive et équitable.
- Mettre en lumière les expériences et témoignages des enfants exclus ou marginalisés.
- Stimuler l'engagement des autorités à travers des actions concrètes et mesurables.

4. Résultats attendus

- La campagne atteint un public diversifié à travers les médias.
- Les messages favorisant l'éducation inclusive sont largement diffusés, compris et relayés.
- Le plaidoyer médiatique génère un engagement concret des autorités publiques en faveur de l'équité éducative.

5. Méthodologie utilisée dans la conférence de presse

La méthodologie utilisée lors de la conférence de presse organisée par la Coalition EPT BAFASHEBIGE s'est appuyée sur une approche participative et factuelle, intégrant à la fois l'analyse des données statistiques, la présentation des enjeux prioritaires et la mobilisation des acteurs clés. Tout d'abord, les responsables ont présenté un état des lieux précis en s'appuyant sur des indicateurs clés tels que l'évolution du budget éducatif, les taux de pauvreté multidimensionnelle, la situation des filles et des enfants en situation de handicap, ainsi que la prévalence du travail des enfants. Cette étape a permis de contextualiser les défis persistants dans la mise en œuvre des engagements en faveur des droits de l'enfant. Ensuite, la stratégie a consisté à souligner l'importance de la Journée de l'Enfant Africain 2025 comme levier pour lancer une campagne médiatique d'envergure, articulée autour de quatre axes principaux : la promotion de l'éducation inclusive sensible au genre, l'influence sur les politiques et les budgets, la mobilisation de l'opinion publique et l'expression de la voix des enfants. La conférence a également favorisé l'échange d'idées et de recommandations entre les participants, notamment les acteurs gouvernementaux, les partenaires au développement, la société civile et les représentants des enfants, afin de renforcer l'impact de cette initiative stratégique.

6. Déroulement de la conférence de presse



Lors de cette conférence de presse, Mme MPFANUGUHORA a dénoncé avec une acuité remarquable la décrue alarmante des ressources allouées à l'éducation de base, soulignant que, pour l'année 2023-2024, le budget national consacré à ce secteur s'était effondré à 12,7 %, soit environ 174 millions de dollars une dépréciation qui s'éloigne considérablement de l'objectif de 20 % préconisé par l'UNESCO. Elle a précisé que cette tendance reflète une diminution progressive et continue de l'investissement public dans l'éducation depuis 2015, année où la part du budget dédié à cette sphère était de 16 %, pour tomber à 13,5 % en 2023. Par ailleurs, elle a vivement regretté que cette budgétisation ne tienne pas suffisamment compte des besoins spécifiques liés au genre et à l'inclusion, soulignant que l'absence d'une approche sensible au genre dans les allocations financières entrave la réponse adéquate aux exigences particulières des filles et des enfants en situation de handicap. Elle a également mis en exergue le déficit criant d'indicateurs clairs permettant d'évaluer l'impact effectif des financements sur l'accès équitable à l'éducation, tout en déplorant la faible participation des enfants et des communautés dans les processus de planification éducative. La Coalition Éducation pour Tous BAFASHEBIGE a appelé avec force à un renouvellement de l'engagement politique, en insistant sur la nécessité d'une allocation budgétaire à la fois transparente, équitable et sensible au genre. Mme MPFANUGUHORA a aussi insisté sur le rôle primordial des médias, qu'elle exhorte à jouer pleinement leur rôle de contre-pouvoir citoyen, notamment en relayant la voix des enfants et en assurant un suivi rigoureux des engagements publics. Résumant la position de la Coalition, elle a affirmé que « l'éducation de qualité pour tous ne peut être réellement atteinte que par des budgets justes,

inclusifs et sensibles au genre » et que le moment était venu de concrétiser ces principes par des actions concrètes, en joignant l’acte à la parole.



Lors de cette conférence de presse, M. KIRURA Mélance, représentant du Ministère de la Solidarité Nationale, des Affaires Sociales, des Droits de la Personne Humaine et du Genre, a magistralement rappelé que « chaque enfant burundais détient inaliénablement le droit à une éducation de qualité, un droit qui ne saurait être concrétisé que par des engagements financiers solides, concrets et pérennes ». Devant les journalistes, issus des médias les plus influents et suivis au Burundi, il a souligné avec vigueur que « depuis plus d’une décennie, le Burundi s’est affirmé comme un acteur engagé dans la défense et la promotion des droits de l’enfant, inscrivant cet engagement dans ses politiques publiques et sa législation nationale. Cependant, en dépit de ces démarches affirmées, d’importantes disparités persistent, notamment à l’encontre des filles, des enfants en situation de handicap et de ceux issus de milieux vulnérables. La gratuité de l’enseignement primaire a sans doute permis d’accroître l’accès à l’éducation, mais, selon la vice-présidente, « de nombreux obstacles systémiques continuent d’entraver la pleine réalisation de ce droit : classes surchargées, pénuries criantes de matériel pédagogique, déficit d’enseignants qualifiés et infrastructures souvent inadéquates ou dégradées ». Ces conditions dégradent la qualité de l’enseignement et constituent autant d’obstacles à une égalité véritable des chances pour tous les enfants. C’est dans cette optique que la célébration de la Journée de l’Enfant Africain 2025 s’est concentrée sur l’évaluation de la planification et de la budgétisation des droits de l’enfant : un regard critique sur les progrès réalisés depuis 2010, afin d’analyser dans quelle mesure les décideurs prennent en considération ces droits

fondamentaux lors de l'élaboration et de l'allocation des ressources budgétaires nationales.

7. Questions posées par les journalistes et leurs réponses



Question 1: Quels sont, selon vous, les principaux obstacles empêchant la réalisation d'une éducation inclusive et équitable au Burundi, malgré les engagements politiques ?

Mme Mpfanuguhora a répondu que les principaux obstacles résident dans les défis structurels tels que les classes surchargées, la pénurie de matériel pédagogique, le manque d'enseignants qualifiés, et des infrastructures souvent inadéquates. Ces facteurs fragilisent la qualité de l'enseignement et empêchent une véritable égalité des chances pour tous les enfants, notamment les filles, les enfants en situation de handicap, et ceux issus de milieux défavorisés.

Question 2: Comment la diminution du budget alloué à l'éducation impacte-t-elle concrètement la qualité de l'enseignement et l'accès pour les enfants vulnérables ?

Mme Mpfanuguhora a répondu que la réduction des ressources budgétaires, qui est passée de 16 % du budget en 2015 à 12,7 % en 2023-2024, limite la capacité à financer des infrastructures adéquates, à recruter suffisamment d'enseignants qualifiés, et à fournir du matériel pédagogique essentiel. Cela compromet la qualité de l'enseignement et maintient ou aggrave les disparités existantes, notamment pour les enfants en situation de handicap et ceux issus de milieux défavorisés.

Question 3 : Quelle est l'importance d'intégrer une approche sensible au genre dans la planification et le financement du système éducatif burundais ?

Mme Mpfanuguhora a répondu qu'intégrer une approche sensible au genre est crucial pour répondre aux besoins spécifiques des filles et des enfants en situation de handicap. Sans cela, les budgets ne peuvent pas réellement soutenir une inclusion effective. Il faut des politiques et des financements qui tiennent compte des différences et des obstacles rencontrés par ces groupes, afin de garantir une égalité réelle dans l'accès et la réussite éducative.

Question 4 : Quels sont, selon vous, les leviers d'action pour assurer un financement éducatif conforme aux standards internationaux et aux engagements pris par le Burundi ?

Mme Mpfanuguhora a répondu qu'Il est essentiel de renforcer la volonté politique en augmentant la part du budget consacrée à l'éducation, en veillant à ce que cette allocation soit transparente, équitable et sensible au genre. Par ailleurs, il faut instaurer des indicateurs clairs pour suivre l'impact des financements, encourager la participation des enfants et des communautés dans la planification éducative, et mobiliser davantage de ressources à travers des partenariats publics-privés et des financements innovants.

8. Conclusion

En cette Journée de l'Enfant Africain, la Coalition Éducation pour Tous Bafashebigye a clairement réaffirmé que l'accès à une éducation de qualité pour tous les enfants burundais demeure un objectif primordial, mais qui ne peut être atteint sans un engagement financier solide, équitable et sensible aux besoins spécifiques de chaque groupe. La déclaration de Mme Mpfanuguhora souligne l'urgence d'agir concrètement pour surmonter les disparités persistantes, notamment celles liées au genre, au handicap et à la marginalisation socio-économique, en mobilisant des ressources suffisantes et adaptées.

Cependant, les constats dressés mettent en évidence que le financement de l'éducation burundaise reste encore loin des standards internationaux

recommandés, avec une baisse inquiétante des investissements publics depuis plusieurs années. La faiblesse des budgets alloués, combinée à l'absence d'indicateurs précis pour mesurer l'impact des financements, limite considérablement la capacité du secteur éducatif à répondre aux besoins croissants et à garantir une inclusion véritable. Ce contexte appelle à une redéfinition des priorités politiques et à une mobilisation accrue de tous les acteurs concernés.

La Coalition insiste également sur l'importance d'un engagement politique renouvelé, accompagné d'une transparence accrue dans la gestion des ressources, afin de garantir une allocation budgétaire juste et sensible au genre. La participation des médias et des communautés doit être renforcée pour assurer un suivi rigoureux des engagements publics, permettant ainsi une responsabilisation effective des décideurs. La mobilisation collective doit devenir un levier essentiel pour transformer ces discours en actions concrètes.

Enfin, pour réaliser une éducation réellement inclusive, participative et transformante, il est indispensable de renforcer la synergie entre tous les partenaires, notamment les collectivités locales, les bailleurs de fonds et la société civile. Il s'agit de cibler spécifiquement les groupes vulnérables, d'accroître la mobilisation de ressources additionnelles, et de promouvoir des politiques éducatives qui prennent en compte les réalités du terrain. L'heure est venue de faire preuve de volonté politique et de cohérence pour que, enfin, la promesse d'une éducation de qualité pour tous devienne une réalité tangible et durable.

9. Recommandations

9.1. Pour les décideurs politiques

Augmenter la part du budget éducatif à au moins 20 %.

Mettre en place des politiques sensibles au genre et à l'inclusion.

Renforcer la mise en œuvre des cadres juridiques existants.

Assurer la transparence et le suivi des investissements éducatifs.

9.2. Pour la Coalition Éducation pour Tous Bafashebigé

Continuer à plaider pour une augmentation du financement éducatif.

Organiser des campagnes de sensibilisation sur l'éducation inclusive.

Collaborer avec les acteurs locaux pour renforcer la participation communautaire.

Suivre et évaluer l'impact des actions menées pour l'inclusion.

9.3. Pour les responsables locaux

Mobiliser davantage de ressources pour l'éducation dans leur région.

Promouvoir l'accès à l'éducation pour les groupes vulnérables.

Faciliter la participation des communautés à la planification éducative.

Assurer la maintenance et l'amélioration des infrastructures scolaires.

9.4. Pour les médias burundais

Diffuser des campagnes sur l'éducation inclusive et sensible au genre.

Relayer les voix des enfants et des familles vulnérables.

Surveiller et dénoncer les insuffisances dans la mise en œuvre des politiques.

Sensibiliser le public à l'importance de l'investissement dans l'éducation.

9.5. Pour les journalistes présents dans la conférence de presse

Relayer fidèlement les messages clés des acteurs du secteur éducatif.

Enquêter et publier sur les défis et progrès dans l'éducation inclusive.

Promouvoir un suivi rigoureux des engagements publics.

Donner une plateforme aux voix des enfants et des communautés.

9.7. Pour les organisations de la société civile

Continuer à faire pression pour des budgets justes et inclusifs.

Organiser des activités de plaidoyer et de sensibilisation.

Soutenir les initiatives communautaires pour l'accès à l'éducation.

Collaborer avec les partenaires pour renforcer la cohérence des actions.

Voir les liens :

<https://www.facebook.com/share/p/19TwizsJUz/>

<https://www.facebook.com/100064820105288/posts/pfbid02fFxvkDhKND4kBmcZqHrvc4z5NCboTskRs2682syhziqdcfeyXv8FnJ4SawG8o64Gl/?app=fbl>

<https://www.facebook.com/100034179086174/posts/pfbid02igwqei3nhS2capWuK68HA44o3ZNWsUTBkH1wxhBPiQBMmbR9AYpwiF4TTgfq4TbBl/?app=fbl>

<https://www.facebook.com/Isanganiro/videos/944962361013911/?app=fbl>

<https://www.facebook.com/share/18xmnyJvtr/>